

FRANCE · MARS 2026

Le Pacte de l'Équilibre

Libéralisme Social et Citoyen

Programme complet · Version 3.0 · Document de travail public

850 € / mois de Revenu Universel de Base — dès 18 ans — automatique — à vie

Ratio salarial obligatoire 1:20 · Champion de l'Export · Bouclier de Vie

Simplification totale : 32 organismes → 1 · Équilibré : excédent +7,1 Mds€/an

Imposition individuelle · Programme évolutif à leviers ajustables

Données : INSEE · PLF 2024 · Cour des Comptes · DREES · DGFIP · OFCE

AVANT-PROPOS — LA PHILOSOPHIE CONCRÈTE DE CE PROGRAMME

Ce texte ne se revendique ni de gauche ni de droite. Il se revendique du réel. Il part d'une conviction simple : les problèmes de nos concitoyens ont des solutions. Des solutions chiffrées, vérifiables, faisables maintenant.

Je travaille dans le milieu associatif. J'y suis entré par conviction, pas pour le salaire. Et c'est précisément pour cela que je peux dire ce que je vois sans filtre : trop d'associations sont devenues des sous-traitants précaires de l'État. Elles gèrent la misère que cet État produit ou néglige, financées par des subventions annuelles renouvelables, avec des équipes dont l'emploi dépend d'un CERFA bien rempli. Ce n'est pas un jugement moral sur les personnes — c'est un constat structurel.

Si demain mon poste disparaît parce que les problèmes que je traite ont été résolus, j'aurais gagné. C'est ça la cohérence d'une conviction.

« Apprendre, comprendre, entreprendre. Dans cet ordre. Ce programme donne à chaque citoyen les moyens de commencer. » — Inspiration Kery James

Ce programme est construit sur une idée simple : la dignité humaine n'est pas une variable d'ajustement budgétaire. C'est le socle. Tout le reste — la compétitivité, la croissance, l'innovation, la liberté — se construit sur ce socle, pas malgré lui.

Il ne s'agit pas de donner de l'argent aux pauvres. Il s'agit de remettre les humains dans une position où ils n'ont plus à quémander, à se justifier, à dépendre d'une structure pour vivre décemment. 850 € par mois, automatiquement, à vie, dès 18 ans. Ce n'est pas la richesse. C'est le tremplin. Le point de départ d'une vie réellement libre.

Ce que ce programme prend à chaque sensibilité — et pourquoi c'est cohérent

On entend souvent qu'un programme doit choisir son camp. Ce programme refuse cette logique. Voici ce qu'il emprunte à chaque tradition de pensée, et pourquoi ces emprunts forment un tout cohérent.

Ce qu'on prend du libéralisme

- ▶ L'État ne doit pas vivre à crédit indéfiniment. Chaque euro dépensé doit avoir une source identifiée.
- ▶ La compétitivité réelle crée de vraies richesses. Les avantages fiscaux accordés sans condition de performance sont du gaspillage.
- ▶ La liberté individuelle de choisir sa vie — entreprendre, se reconvertir, bénévolat, temps partiel — est une valeur première.
- ▶ Le marché, correctement encadré, est un mécanisme efficace d'allocation des ressources.

Ce qu'on prend du social

- ▶ Un citoyen qui ne peut pas se loger, se nourrir ou se soigner n'est pas réellement libre. La liberté sans filet de sécurité n'existe que pour ceux qui sont déjà en haut.
- ▶ La dignité n'est pas une faveur de l'État — c'est un droit. Elle ne se justifie pas, ne se demande pas, ne se mérite pas.
- ▶ Les inégalités excessives fragilisent la cohésion sociale et réduisent l'efficacité économique globale.
- ▶ L'État doit garantir un socle universel, mais il n'a pas à gérer la vie des gens au-delà de ce socle.

Ce qui est propre à ce programme

- ▶ La fusion des deux exigences précédentes dans un système cohérent, chiffré, équilibré.
- ▶ Le refus de l'infantilisation : pas de conditions, pas de formulaires, pas de contrôles intrusifs pour accéder à ses droits.
- ▶ La conviction que réduire la pauvreté est le meilleur investissement économique possible — pour tout le monde, y compris les plus aisés.

LA PHRASE CLÉ

« Le Pacte de l'Équilibre n'est pas une dépense. C'est une mise à jour du logiciel France. On remplace un système de 1945 qui bugge par un système de 2026 qui gère l'IA, l'automatisation, les nouvelles formes de travail et la dignité humaine. »

PILIER I — LE REVENU UNIVERSEL DE BASE (RUB)

Le RUB n'est pas une aide sociale réservée aux plus démunis. C'est un droit de citoyenneté universel — comme le droit de vote, il ne se demande pas, il s'exerce.

Principe et montant

À partir de 18 ans, chaque citoyen français ou résident régulier (5 ans de résidence légale minimum) perçoit 850 €/mois, automatiquement, sans condition, sans formulaire, à vie. Le versement est effectué le 1er du mois par virement sur l'IBAN enregistré auprès de l'ANRC. Pour les personnes sans compte bancaire, un compte La Banque Postale est ouvert d'office.

850 € correspond à 61 % du revenu médian français (1 394 € en 2024) et se situe 50 € au-dessus du seuil officiel de pauvreté de 800 €. Ce n'est pas un chiffre arbitraire : c'est le point d'équilibre calculé entre dignité garantie et faisabilité budgétaire. À 1 000 €, le coût brut augmente de 63 milliards et compromet l'équilibre. À 750 €, certaines configurations familiales régressent. 850 € est l'optimum.

Le montant est indexé sur l'inflation chaque année par défaut, via décret automatique sans vote parlementaire nécessaire. Une révision à la hausse requiert un vote positif de la Commission RUB indépendante et du Parlement.

Les trois voies du citoyen

Le RUB ne prescrit aucun mode de vie. Il crée trois voies, toutes légitimes, toutes libres, toutes cumulables.

Voie A — La dignité garantie

Vous traversez une période difficile — licenciement, maladie, proche à charge, reconversion, création d'entreprise. L'État verse automatiquement, sans juger, sans contrôler, sans rendez-vous humiliant. Pas de preuve de recherche d'emploi. Pas de justification à fournir.

Montant : 850 €/mois seul. C'est suffisant pour éviter la grande pauvreté, insuffisant pour se satisfaire d'une vie riche. C'est voulu : c'est un tremplin, pas un hamac.

Voie B — La liberté professionnelle

Votre salaire s'additionne intégralement au RUB, sans déduction d'aucune sorte. Reprendre un emploi ne fait perdre aucun centime. Les conséquences sont profondes :

- ▶ Vous pouvez refuser un emploi sous-qualifié ou sous-payé sans craindre de mourir de faim.
- ▶ Vous pouvez négocier votre salaire depuis une position de force, pas depuis le désespoir.
- ▶ Vous pouvez vous lancer en free-lance ou en micro-entreprise sans risquer votre logement.
- ▶ Vous pouvez prendre un temps partiel pour vous occuper d'un enfant, d'un parent, ou d'un projet personnel.

Montant : 850 € + votre salaire. Pour un SMIC : 850 + 1 426 = 2 276 €/mois net.

Voie C — L'engagement civique récompensé

Vous êtes actif dans une association, une école, un EHPAD, une maison de quartier, un club sportif agréé, une structure d'entraide ? La structure vous déclare actif trimestriellement via la plateforme SER (Structures d'Engagement Reconnu) — 1 clic, 0 formulaire, 0 comptage d'heures. Vous touchez +300 €/mois supplémentaires.

Ce bonus repose sur la confiance : la structure engage sa responsabilité. Un audit aléatoire de 5 % par an vérifie la sincérité des déclarations. Pénalité en cas de fraude : radiation + remboursement + exclusion 3 ans.

Montant : 1 150 €/mois minimum. Pour un couple de bénévoles actifs : $1\ 150 \times 2 = 2\ 300$ €/mois, sans aucun salaire.

Situation	Revenu mensuel net
Voie A — Personne seule, RUB seul	850 €
Voie B — Personne seule, SMIC + RUB	2 276 €
Voie C — Personne seule, bénévolat + RUB	1 150 €
Voie B+C — SMIC + RUB + bénévolat	2 576 €
Couple voie A — 2 adultes sans emploi	1 700 €
Couple voie B+C — $2 \times (\text{SMIC} + \text{RUB} + \text{bénévolat})$	5 152 €
Parent isolé voie C — RUB + bénévolat	1 150 €

Suppression de toutes les aides actuelles — Pourquoi c'est cohérent

Le RUB remplace l'ensemble du système d'aides fragmenté actuel. Cette suppression est la clé de l'équilibre budgétaire et de la simplification radicale. Voici le raisonnement complet.

Le problème du système actuel

La France dépense aujourd'hui environ 200 milliards par an en aides sociales et subventions diverses. Mais cette somme est distribuée à travers 32 organismes différents, avec des critères d'éligibilité complexes et changeants, des formulaires à renouveler régulièrement, et un taux de non-recours de 35 % : un tiers des personnes qui ont droit à des aides n'y accèdent jamais, soit faute d'information, soit par honte, soit par complexité administrative. Ce non-recours représente 8,5 milliards d'euros par an de droits non consommés — et autant de personnes qui restent dans la précarité alors que l'argent existe.

CE QUE COÛTE LA BUREAUCRATIE

12 milliards €/an : coût de fonctionnement du système d'aides actuel (salaires, bâtiments, informatique, courriers...)

8,5 milliards €/an : droits non consommés par non-recours (35 % des éligibles)

Total perdu : ~20 milliards €/an pour 'ne pas donner' l'argent efficacement

→ Avec le RUB : **taux de non-recours = 0 % par définition. L'argent arrive automatiquement.**

Les aides supprimées

Aide supprimée	Montant annuel libéré
RSA, prime d'activité, ASS, ASPA	+ 37,9 Mds€

APL et aides au logement	+ 18,1 Mds€
Allocations familiales, PAJE, CLCA	+ 21,3 Mds€
AAH partie de base (majoration maintenue)	+ 7,8 Mds€
Bourses étudiantes CROUS	+ 3,6 Mds€
Subventions associations (État + collectivités)	+ 22,7 Mds€
Aides directes aux entreprises (hors R&D défense)	+ 68,0 Mds€
TOTAL LIBÉRÉ — redistribué directement	+ 179,4 Mds€

Ce que les familles y gagnent concrètement

Une objection revient souvent : « vous supprimez mes allocations familiales. » Calculons ensemble.

Situation	Avant / Après
Couple 3 enfants, 2 SMIC : auj. 3 622 €/mois	→ 4 552 € (+930 €)
Couple 4 enfants, RSA + APL + AF	→ Garantie niveau + voie B+C
Parent isolé 2 enfants, RSA 800 €	→ 850 € auto + garantie
Étudiant boursier échelon 6 (583 €)	→ 850 € (+267 €)
Jeune 18-25 ans (0 € actuellement)	→ 850 € dès 18 ans
Retraite agricole 780 €	→ 780 + 850 = 1 630 € (+fin mutuelle)
Personne seule RSA 635 €	→ 850 € (+215 €)

EXCEPTION MAINTENUE — MAJORATION AAH HANDICAP LOURD

+180 €/mois en supplément du RUB pour les personnes en situation de handicap lourd nécessitant une aide humaine quotidienne. Ces 180 € compensent des frais incompressibles spécifiques (accessibilité, aide humaine). Coût maintenu : 480 M€/an.

GARANTIE DE L'AN 1 — PERSONNE NE PEUT PERDRE

Pendant 5 ans, aucun foyer ne peut percevoir moins qu'aujourd'hui. Un Fonds de Transition inscrit dans la Loi Organique compense automatiquement tout écart défavorable. Les bénéficiaires actuels dont les aides dépassent 850 € reçoivent un complément dégressif sur 5 ans. Aucune surprise. Aucune régression.

Imposition individuelle — La grande réforme de justice fiscale

L'imposition par foyer fiscal est l'une des inégalités les plus invisibles du système français. Elle pénalise structurellement les femmes et décourage le retour à l'emploi.

Le problème de l'imposition au foyer actuelle

Aujourd'hui, quand deux adultes forment un foyer fiscal commun, leurs revenus sont additionnés et divisés par le quotient familial pour calculer le taux marginal. Conséquence directe : dans un couple à revenus inégaux, le revenu du conjoint le moins bien payé est systématiquement imposé en dernier, au taux marginal le plus élevé.

Exemple concret : un couple où l'un gagne 3 000 € et l'autre 1 200 €. Si le second reprend un emploi à mi-temps (600 €), ces 600 € s'ajoutent au revenu du foyer et sont imposés au taux marginal le plus élevé, soit 30 ou 41 %. Le gain net réel peut être inférieur à 400 €/mois. C'est une trappe fiscale au travail qui touche dans 80 % des cas les femmes, les premiers à sortir du marché du travail pour garder les enfants.

Ce que change l'imposition individuelle

Avec l'imposition individuelle, chaque citoyen est imposé sur ses propres revenus, au taux correspondant à sa propre situation. Les effets :

- ▶ Le retour à l'emploi est toujours fiscalement neutre ou positif — chaque euro gagné enrichit réellement.
- ▶ Le RUB est déclaré individuellement. Les hauts revenus le rendent partiellement via l'IR (comptabilisé dans le chiffre).
- ▶ Deux adultes dans un foyer ont exactement le même traitement fiscal, qu'ils soient mariés, pacsés ou concubins.
- ▶ La décision de vivre ensemble ou séparément n'influe plus sur la fiscalité — l'État ne décide plus de votre mode de vie.
- ▶ Un parent isolé avec enfants bénéficie d'une réduction d'impôt directe sur ses propres revenus, sans dépendre du quotient familial qui avantage structurellement les foyers aisés.

POURQUOI C'EST PLUS JUSTE

Sous l'ancien système, le quotient familial bénéficiait jusqu'à 3 500 € par an à un foyer cadre supérieur avec 2 enfants, et seulement 300 € à un foyer SMIC avec 2 enfants. Le dispositif censé aider les familles aidait surtout les familles riches. L'imposition individuelle supprime cette distorsion.

Les leviers d'ajustement — Un programme évolutif par nature

Le RUB n'est pas un chiffre gravé dans le marbre. C'est un système à leviers, conçu pour être piloté selon l'état réel de l'économie. C'est ce qui le différencie fondamentalement de toutes les politiques sociales passées.

La Loi Organique institue une Commission RUB indépendante (economists, INSEE, Cour des Comptes, représentants citoyens) qui publie chaque année un rapport sur 8 indicateurs clés et propose des ajustements. Le Parlement vote sur ces propositions.

Levier 1 — Le niveau du RUB

Indexé sur l'inflation par défaut. Peut être augmenté si le solde budgétaire du programme le permet. Peut être gelé (mais jamais réduit sans vote exceptionnel) si des tensions inflationnistes persistent. La Commission propose chaque année un couloir d'ajustement fondé sur les données réelles.

Levier 2 — Le taux d'IR sur le RUB

Les hauts revenus rendent partiellement leur RUB via l'impôt progressif. Ce taux peut être ajusté pour redistribuer davantage vers les finances publiques si le solde se dégrade, ou réduit si l'économie est dynamique et le déficit résorbé. C'est le principal outil de redistribution verticale du programme.

Levier 3 — Le Bouclier Logement — Plafonnement dynamique

Les plafonds de loyers sont révisés chaque année par bassin de vie sur données des Observatoires Locaux des Loyers. Ils sont indexés sur l'IRL (Indice de Référence des Loyers) mais ne peuvent jamais augmenter plus vite que le RUB. Si les loyers ne baissent pas suffisamment dans une zone, le plafond descend automatiquement au trimestre suivant. La règle de base : le loyer d'un logement de base ne dépasse jamais 30 % du RUB (255 €/mois pour un studio).

Levier 4 — La Cotisation Solidarité Automatisation (CSA)

Le taux prélevé sur les robots, IA et algorithmes peut monter si l'emploi se contracte plus vite que prévu, ou descendre si l'activité économique est dynamique et que les nouvelles technologies créent plus d'emplois qu'elles n'en détruisent. C'est le seul levier fiscal directement lié à la mutation technologique.

Levier 5 — Le Bonus Civique

Le montant de +300 €/mois peut être augmenté pour encourager l'engagement civique dans des périodes de besoin particulier (post-catastrophe, crise sociale), ou le seuil d'accès peut être élargi à de nouveaux types de structures si l'engagement citoyen se développe dans de nouveaux secteurs.

COMMENT ÇA MARCHE EN PRATIQUE — SCÉNARIO D'AJUSTEMENT

Problème détecté en An 3 : les loyers n'ont baissé que de 5 % au lieu des 15 % attendus dans les zones tendues.

→ La Commission RUB publie un rapport. Recommandation : abaisser le plafond de zone tendue de 18 à 15 €/m². Vote du Parlement en mars. Application au 1er juillet.

Problème en An 4 : l'automatisation détruit 200 000 emplois supplémentaires dans la logistique.

→ CSA robots relevée de 8 % à 12 %. Recette supplémentaire : +2,4 Mds€/an. Financement d'un programme de reconversion de 6 mois rémunéré à 850 € + indemnité complémentaire.

Le nouveau paradigme du marché du travail

Le problème qu'on entend souvent : « il y a plus de chômeurs que d'emplois »

Cette affirmation est vraie dans le paradigme actuel, parce qu'un emploi à temps plein est la seule façon de survivre. Quand on n'a pas de filet, on cherche un temps plein — même s'il n'y en a pas assez pour tout le monde.

Ce que le RUB change dans ce paradigme

Avec 850 € garantis, un temps partiel choisi devient viable. L'équation change complètement :

- ▶ Un artisan qui travaille 20h/semaine sur son projet + RUB + bénévolat : environ 1 850-2 100 €/mois. Ce n'est pas de la précarité — c'est de la liberté choisie.
- ▶ Une mère qui reprend à mi-temps après la naissance : 713 € (mi-SMIC) + 850 € = 1 563 €. Dignité garantie, liberté de choisir.
- ▶ Un retraité de 62 ans qui ne veut pas reprendre un plein temps : consulte 2 jours par semaine pour 600 € + RUB = 1 450 €.

L'effet attendu à l'échelle macroéconomique : une augmentation significative des temps partiels choisis, une explosion des micro-entreprises et des créations d'activité, des reconversions plus fluides, et — paradoxalement — une baisse du chômage parce que des millions de personnes ne seront plus en compétition pour le même nombre de postes à temps plein.

Le marché du travail se redessine : moins de compétition pour les emplois à temps plein, plus de diversité des formes de travail, plus de liberté pour les employeurs de proposer des formes flexibles sans condamner leurs salariés à la précarité.

L'EFFET SUR L'EMPLOI – CE QUE DISENT LES DONNÉES MONDIALES

Dans les 12 expérimentations mondiales du revenu universel (Finlande 2017, Stockton CA 2021, Kenya GiveDirectly, Manitoba 1970...) :

- Finlande : +3,6 % d'emploi dans le groupe RUB vs groupe contrôle
- Stockton CA : emploi à temps plein doublé dans le groupe RUB
- Manitoba 1970 : hospitalisations -8 %, scolarité +15 %, emplois stables +4 %
- **Dans aucune expérimentation : baisse de l'emploi constatée**

La raison : le RUB supprime la trappe à inactivité (refus d'emploi pour ne pas perdre les aides) et permet de prendre des risques calculés (formation, création, temps partiel).

PILIER II — LE RATIO SALARIAL OBLIGATOIRE

1:20

La liberté d'entreprendre est totale. La captation disproportionnée de la valeur créée par les salariés au profit des seuls dirigeants ne l'est pas.

Principe

Dans toute entreprise de plus de 10 salariés, le salaire le plus élevé — toutes rémunérations confondues : salaire de base, bonus, stock-options, avantages en nature, jetons de présence — ne peut dépasser 20 fois le salaire horaire le plus bas en équivalent temps plein.

L'effet mécanique est puissant et souvent sous-estimé : le dirigeant a désormais un intérêt financier direct à augmenter les bas salaires. Augmenter le plancher de 1 800 à 2 000 €/mois augmente son propre plafond de 36 000 à 40 000 €/mois. C'est l'alignement des intérêts.

Exemple de calcul	Montant
Salaire le plus bas dans l'entreprise	1 800 €/mois
Ratio légal maximum	× 20
Plafond du dirigeant (toutes rémunérations)	36 000 €/mois
Soit en annuel	432 000 €/an

432 000 €/an représente le top 0,01 % mondial des rémunérations. Le talent réel ne quitte pas une telle rémunération pour des raisons idéologiques. Ce qu'on perd avec ce plafond, ce n'est pas la compétence — c'est la captation. Ce n'est pas le dirigeant talentueux — c'est le prédateur.

Modalités d'application

- ▶ **bonus, stock-options, avantages en nature, véhicule de fonction, logement de fonction, jetons de présence tous inclus dans le calcul du plafond.**Périmètre complet :
- ▶ **entreprises de plus de 10 salariés uniquement. PME < 10 : exemptées totalement.**Seuil :
- ▶ **via la Déclaration Sociale Nominative (DSN) existante, utilisée par 98 % des employeurs.** Adaptation technique : 18 mois. Zéro inspecteur supplémentaire.Contrôle :
- ▶ **80 % de l'écart au-delà du ratio reversé au fisc, dès le premier mois de dépassement.**Pénalité :
- ▶ **périmètre consolidé mondial si plus de 30 % des salariés sont en France, pour éviter les montages via des holdings étrangères.**Anti-abus :

Réponse à l'objection : « les dirigeants vont partir »

La vraie question est : qui part réellement ? Un dirigeant qui gagnait 4 millions grâce à des bas salaires à 1 200 €/mois. Pas celui qui gagnait 400 000 € dans une entreprise où le bas de grille était à 2 000 €. Le premier, c'est précisément ce qu'on corrige. Le second, il reste.

Et si certains partent ? L'Allemagne impose un ratio similaire dans ses grandes entreprises via la cogestion. Le Royaume-Uni a adopté des règles de transparence salariale croissantes. La Suisse a

failli adopter un ratio 1:12 par referendum (50,7 % de non). Ces pays ne furent pas leurs dirigeants.

Chiffrage Pilier II	Montant/an
Pénalités RSO reversées	+ 2,3 Mds€
Gain cotisations sociales (hausse bas salaires)	+ 3,8 Mds€
Adaptation DSN (coût unique, non récurrent)	- 180 M€
Solde net Pilier II	+ 5,9 Mds€/an

PILIER III – LE STATUT CHAMPION DE L'EXPORT (SCE)

La France affiche un déficit commercial de 80 milliards d'euros en 2024. Depuis des décennies, l'État a accordé des avantages fiscaux sans condition de performance. Le SCE inverse cette logique : les avantages se méritent.

Principe

Le Statut Champion de l'Export est accordé aux entreprises qui démontrent une performance exportatrice réelle et durable sur 3 ans glissants. Les conditions sont vérifiables et objectives. Les avantages sont concrets et significatifs.

Condition requise (3 ans)	Critère mesurable	Avantage accordé
Balance commerciale positive	Exports > Imports sur 3 ans	Exonération bonus dirigeants jusqu'à 30 %
Croissance exports > 10 %/an	Données douanes vérifiées	Réduction IS de 5 pts sur CA exporté
20 % main-d'œuvre locale min.	1 département de domiciliation	Label SCE + marchés publics préférentiels
1 apprenti export / 50 salariés	Contrat apprentissage export validé	Crédit impôt formation à 200 %

Objectif et chiffrage

- ▶ 500 ETI françaises au statut SCE. Cible 2032 :
- ▶ réduction du déficit commercial de 80 Mds€ vers l'équilibre en 2032. Impact attendu :

Chiffrage Pilier III	Montant/an
Manque à gagner IS (exonérations SCE)	- 1,1 Md€
Gain TVA + cotisations (emplois locaux créés)	+ 2,8 Mds€
Réduction déficit commercial (impact PIB)	+ 4,5 Mds€
Solde net Pilier III	+ 6,2 Mds€/an

PILIER IV — LE BOUCLIER DE VIE

Le RUB garantit le revenu. Le Bouclier garantit que ce revenu suffit réellement à vivre. Ces deux piliers sont juridiquement et économiquement indissociables : le RUB n'est versé qu'une fois les décrets du Bouclier publiés.

Pourquoi le Bouclier est indissociable du RUB — Le Verrou de Sécurité

La principale crainte économique face au RUB est légitime : si tout le monde a 850 € de plus, les loyers vont-ils monter de 850 € ? La réponse du programme est structurelle, pas rhétorique.

Le Bouclier n'est pas une option complémentaire. C'est la condition sine qua non inscrite dans la Loi Organique : le premier versement du RUB ne peut avoir lieu qu'après publication et entrée en vigueur des décrets de plafonnement des loyers, des prix alimentaires et du Tarif Unique Énergie. Si un seul de ces décrets est retardé, le RUB est retardé. C'est le verrou de sécurité anti-inflation.

POURQUOI L'INFLATION RESTERA LIMITÉE — L'ARGUMENT MONÉTAIRE

Le RUB ne crée pas de monnaie. Il redistribue de l'argent existant. Il n'y a donc pas de raison monétaire à une inflation structurelle.

Les 12 expérimentations mondiales confirment : inflation maximale constatée +1,2 %, dans les zones les plus denses et sans dispositif anti-hausse des loyers.

Avec le Bouclier actif : les postes les plus inflationnistes (logement, alimentation, énergie) sont plafonnés avant le premier versement. L'argent supplémentaire va vers les secteurs non plafonnés (loisirs, culture, épargne, services), qui ont une élasticité-prix plus faible.

Composante 1 — Bouclier Logement

Les loyers sont plafonnés dynamiquement, pas figés arbitrairement. Le principe de base : le loyer d'un logement de base (studio 20 m²) ne peut jamais dépasser 30 % du RUB, soit 255 €/mois. Pour les autres typologies, les plafonds sont révisés trimestriellement par bassin de vie par les Observatoires Locaux des Loyers, sur données réelles du marché.

Valeurs cibles indicatives au lancement, révisables :

- ▶ Zone tendue (Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes, Nice...) : 18 €/m²/mois
- ▶ Zone intermédiaire (Grenoble, Dijon, Rennes, Montpellier...) : 12 €/m²/mois
- ▶ Zone détendue (rural, petites villes, bourgs) : 8 €/m²/mois
- ▶ Bonus logement neuf RE2020 : +15 % sur ces plafonds pour encourager la construction.

Fonds de compensation pour propriétaires modestes dont le loyer légitime actuel dépasse les plafonds : 4,2 Mds€/an, financé par la TTF (Taxe sur les Transactions Financières) élargie.

Composante 2 — Bouclier Alimentaire

50 produits de première nécessité (pain, pâtes, riz, huile, lait, œufs, légumes de base, viandes basiques, produits d'hygiène indispensables) ont un prix maximum trimestriel fixé par un Comité Indépendant des Prix (INSEE + INRAE + associations de consommateurs). La marge de distribution est plafonnée à 15 % sur ces produits. Coût pour l'État : 0 € — c'est une régulation de marché, pas une subvention.

Composante 3 – Bouclier Énergie

Tarif Unique Citoyen : 300 kWh d'électricité à 0,12 €/kWh et 100 m³ de gaz par foyer et par mois, soit l'équivalent de la consommation de base d'un foyer de 2 personnes en logement standard. Au-delà du forfait, le marché libre s'applique. Le Tarif Unique est autofinancé par un Revenu Cap sur les super-profits des fournisseurs d'énergie – mécanisme déjà utilisé en Europe en 2022-2023.

Composante 4 – Sécu Plus – Santé à 100 %

Remboursement à 100 % du panier de soins de base (consultations médecin généraliste, spécialiste sur prescription, pharmacie de base, soins dentaires essentiels, optique de base, hospitalisation). Fin du ticket modérateur. Intégration des mutuelles de base dans la Sécurité Sociale – les mutuelles privées subsistent pour le hors-panier et les options premium.

Déploiement de 2 000 Maisons de Santé Pluridisciplinaires dans les zones sous-dotées en 5 ans, via un programme de construction public.

Composante Bouclier de Vie	Coût net État
Bouclier Logement (fonds compensation propriétaires)	- 4,2 Mds€
Bouclier Alimentaire (régulation marché)	0 €
Bouclier Énergie (autofinancé Revenu Cap)	0 €
Sécu Plus — fin ticket modérateur + mutuelles	+ 4,2 Mds€
Coût net total Pilier IV	- 0,0 Md€ (quasi-nul)

PILIER V — SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE TOTALE

32 organismes fondus en 1. Zéro formulaire pour accéder à ses droits. La bureaucratie est un coût — pas une fin en soi. Un État au service des citoyens, pas l'inverse.

La Grande Fusion — 32 organismes → 1 ANRC

L'Agence Nationale des Ressources Citoyennes (ANRC) absorbe l'ensemble des organismes actuels chargés de la distribution des aides et des services sociaux.

Organisme dissous	Intégré dans
CAF — Caisses d'Allocations Familiales	ANRC
France Travail (ex-Pôle Emploi)	ANRC + Maisons Emploi Citoyen
MSA — branche prestations	ANRC
CROUS — bourses et logements	ANRC branche étudiants
CARSAT — retraite locale	ANRC branche retraite
CPAM locale — gestion aides	Sécu Plus
26 autres organismes dédiés aux aides et prestations	ANRC selon compétence

GARANTIES SOCIALES — 0 LICENCIEMENT SEC

Tous les départs se font uniquement par retraite ou mobilité volontaire vers l'ANRC. Les agents sont prioritaires pour l'intégration dans la nouvelle structure. Aucune perte de statut, aucune perte de salaire.

Un point de contact physique est maintenu dans chaque chef-lieu de canton pour les personnes qui ne sont pas à l'aise avec le numérique ou qui ont besoin d'un accompagnement humain. L'humanité n'est pas sacrifiée à l'efficacité.

Citoyen.fr — Le guichet unique numérique

Une seule plateforme, un seul login FranceConnect, pour tout :

- ▶ **montant perçu ce mois, historique, projection du mois suivant, statut de l'engagement civique.** Tableau de bord RUB :
- ▶ **accessible au citoyen et à ses praticiens autorisés.** Dossier médical unifié :
- ▶ **validée en 1 clic pour 85 % des situations.** Déclaration fiscale pré-remplie :
- ▶ **toutes les missions disponibles à moins de 15 km, inscription en 1 clic.** Missions civiques SER :
- ▶ **calculateur intégré pour estimer son gain en cas de changement de situation.** Droits et simulations :

La Cotisation Solidarité Automatisation (CSA)

L'automatisation détruit des emplois. La richesse qu'elle crée doit financer partiellement le revenu de ceux qu'elle remplace. Ce n'est pas une punition de l'innovation — c'est une redistribution équitable de ses bénéfices.

Type d'automatisation	Taux CSA
Robot industriel > 50 000 € de valeur	8 % de la valeur/an
IA de traitement de données > 100 000 €	12 % des économies salariales générées
Algorithme de décision client	3 % du CA généré
PME < 50 salariés	Exonérée totalement
Champions Export (statut SCE)	Taux réduit de 50 %

Chiffrage Pilier V

Poste d'économie	Montant/an (an 4+)
Réduction masse salariale (non-remplacement départs)	+ 1,8 Md€
Réduction immobilier et loyers des agences	+ 0,9 Md€
Réduction impression, courrier, gestion papier	+ 0,4 Md€
Réduction fraudes (base de données unifiée)	+ 1,6 Md€
Investissement SI ANRC (coût unique, non récurrent)	- 800 M€
Solde net Pilier V	+ 4,7 Mds€/an

CHIFFRAGE GLOBAL — ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE COMPLET

Pas de promesses sans financement. Chaque euro dépensé est couvert par un euro économisé ou une recette créée. Ce chiffrage est public, sourcé, et révisé annuellement.

Bilan annuel en régime établi — An 7

COÛTS DU PROGRAMME	Montant/an
RUB 850 € × 53,2 millions d'adultes	- 542,9 Mds€
Bonus civique (20 % adultes × 300 €)	- 38,3 Mds€
Bouclier Logement (fonds compensation net)	- 0,8 Md€
Maintien majoration AAH handicap lourd	- 0,5 Md€
TOTAL COÛTS	- 582,5 Mds€

SOURCES DE FINANCEMENT	Montant/an
Aides sociales individuelles supprimées	+ 108,6 Mds€
Aides directes aux entreprises supprimées (hors R&D défense)	+ 68,0 Mds€
Grande Fusion — économies bureaucratie	+ 14,9 Mds€
IR progressif sur RUB des hauts revenus	+ 68,0 Mds€
Réforme IS : taux effectif réel 12 % → 20 % (suppression niches)	+ 210,0 Mds€
Suppression 42 niches fiscales identifiées	+ 32,0 Mds€
Piliers RSO + SCE + TTF élargie + CSA robots	+ 59,6 Mds€
Gain cotisations (hausse bas salaires) + réduction coût pauvreté	+ 30,0 Mds€
TOTAL RESSOURCES	+ 591,1 Mds€

SOLDE NET — EXCÉDENT BUDGÉTAIRE (An 7)	+ 7,1 Mds€
---	-------------------

Trajectoire sur 7 ans

Le déficit des années 1 à 5 est financé par un Pacte Bond à 30 ans émis avec le soutien du MES européen, sur le modèle des SURE bonds Covid (100 Mds€ à taux quasi-négatif en 2021). La trajectoire d'équilibre en an 7 est inscrite comme obligation légale dans la Loi Organique.

An	Solde (Mds€)
An 1 — Phase de déploiement	- 304
An 2 — Montée en charge des réformes fiscales	- 210
An 3 — Plein effet réforme IS	- 108
An 5 — Quasi-équilibre	- 19
An 7 — Excédent structurel	+ 7

Réforme IS — Pourquoi ce n'est pas une fuite des entreprises

La réforme de l'IS cible le taux effectif, pas le taux nominal. Le taux nominal est déjà à 25 % en France. Mais le taux effectif payé par les grandes entreprises, grâce aux niches fiscales, est en moyenne de 12 %. On ne change pas le taux nominal — on supprime les échappatoires.

- ▶ Le taux minimum mondial OCDE de 15 % (Pilier 2, en vigueur depuis 2024) rend l'optimisation vers l'Irlande illégale pour les grands groupes.
- ▶ Notre cible de 20 % effectif reste inférieure à l'Allemagne (23 %) et au Royaume-Uni (25 %).
- ▶ Le marché intérieur de 53 millions de consommateurs solvables compense largement une pression fiscale de 8 points supplémentaires.

Les 4 arguments macroéconomiques décisifs

1 — Le Score de Crédit Universel RUB

Le RUB n'est pas seulement un revenu — c'est une garantie de flux à vie reconnaissable par les banques. Un artisan sans patrimoine peut désormais signer une clause de cession partielle de son RUB : 400 €/mois vont directement à la banque en remboursement de son emprunt professionnel. Capacité d'emprunt estimée sur 10 ans : ~48 000 €. Une subvention one-shot ne peut jamais offrir cette garantie permanente.

2 — Le Paradis de la Consommation

53 millions de personnes avec un pouvoir d'achat garanti = le marché intérieur le plus dynamique d'Europe. Les entreprises ne quittent pas un marché où leurs clients ont de l'argent. La suppression des cotisations sociales employeur (financées par l'IS réformé) réduit le coût du travail. On taxe le profit final, pas l'acte de produire.

3 — Le Verrou de Sécurité

Bouclier actif avant le premier euro de RUB versé. Le RUB redistribue de l'argent existant — pas de création monétaire. Pas d'inflation structurelle. Les expérimentations mondiales confirment : +1,2 % maximum dans les zones sans dispositif anti-hausse des loyers.

4 — La Fin de la Peur

Aujourd'hui, les gens travaillent au noir pour ne pas perdre leur RSA ou leurs APL. Avec le RUB, vous ne perdez jamais vos 850 € que vous déclarez votre activité ou non. Déclarer un revenu complémentaire ne retire aucun centime du RUB. Le RUB est structurellement le meilleur outil de lutte contre le travail dissimulé jamais créé.

LE MONDE ASSOCIATIF — LIBÉRÉ, PAS SUPPRIMÉ

Ce chapitre s'adresse directement à ceux qui vivent et travaillent dans le milieu associatif. La critique qui suit est structurelle, jamais personnelle. Et la proposition qui l'accompagne est la plus ambitieuse jamais formulée pour le monde associatif français.

Le constat sans détour

Soyons honnêtes sur ce que beaucoup d'associations sont devenues : des sous-traitants précaires de l'État. Elles gèrent la misère que cet État produit ou néglige, financées par des subventions annuelles renouvelables, avec des équipes de salariés dont l'emploi dépend d'un dossier CERFA bien rempli. Un président d'association passe aujourd'hui 80 % de son temps à chercher des financements pour obtenir 2 000 €. C'est structurellement à l'envers.

Ce n'est pas leur faute. C'est le système. L'État a privatisé ses missions sociales vers le monde associatif en finançant par subventions fragmentées, forçant des structures à se bureaucratiser, à recruter des coordinateurs, des chargés de mission, des directeurs — bref, à se transformer en petites entreprises pour survivre, tout en prétendant rester des associations.

LA PHRASE QUI RECENTRE LE DÉBAT

« Si votre association disparaît parce que la pauvreté a disparu, c'est que vous avez gagné votre combat. On ne crée pas une association pour qu'elle dure l'éternité — on la crée pour résoudre un problème. »

Trois catégories — Trois destins différents

Catégorie 1 — Les grandes structures qui font le travail de l'État

Insertion professionnelle, aide alimentaire, hébergement d'urgence, accompagnement social, gestion des centres sociaux... Ces missions sont légitimes et indispensables. Elles intègrent l'ANRC. Les salariés sont prioritaires pour la titularisation. Leur expertise est préservée — et enfin stabilisée, sans la terreur permanente du renouvellement de subvention.

C'est une promotion, pas une disparition : passer d'un emploi précaire en association subventionnée à un poste de fonctionnaire ANRC avec statut protégé, c'est une amélioration objective des conditions de travail.

Catégorie 2 — La fin du clientélisme associatif

Aujourd'hui, un maire ou un préfet dispose d'un pouvoir discrétionnaire considérable sur les subventions. Ce pouvoir crée deux types de problèmes : des associations politiquement alliées qui survivent par réseau et non par utilité, et des associations utiles mais indépendantes qui se voient couper les vivres pour avoir dérangé le pouvoir.

Avec la suppression des subventions discrétionnaires, ce clientélisme disparaît intégralement. L'indépendance associative devient totale. Une association peut désormais critiquer sa mairie, son conseil départemental, sa région, sans risquer d'y perdre son financement.

Catégorie 3 — Les vraies associations citoyennes — l'avenir

Un groupe de parents qui organise de la garde d'enfants collective selon ses valeurs éducatives. Des voisins qui créent un jardin partagé. Un atelier de réparation de quartier. Une équipe sportive

amateur. Un collectif artistique. Un groupe de soutien scolaire. Ces associations n'ont jamais eu besoin de subventions d'État — elles ont besoin que leurs membres aient les moyens de cotiser.

Avec 850 €/adulte : ce problème disparaît. Avec +300 €/mois de bonus civique : le bénévole assidu est reconnu financièrement, sans que l'association devienne son employeur. La conviction reste libre. L'engagement est honoré.

La fusion des égos — Le mécanisme naturel

Aujourd'hui, 6 associations peuvent faire la même chose dans la même ville sans jamais fusionner. Pourquoi ? Parce que chaque directeur salarié protège son poste, chaque structure protège ses subventions, chaque président protège son statut. La fusion mettrait fin à tout ça.

Avec le RUB, cet enjeu disparaît. Les directeurs n'ont plus besoin de protéger leur poste — ils ont 850 € garantis. Les structures n'ont plus besoin de se battre pour les mêmes financements — elles n'en ont plus besoin. La seule question qui reste est : comment on sert mieux la cause ? Et la réponse est souvent : en fusionnant.

Deux modèles qui coexistent librement

Le programme ne prescrit pas un seul mode d'organisation de la vie collective. Il crée les conditions pour que deux modèles coexistent librement, et que chacun puisse passer de l'un à l'autre au cours de sa vie :

MODÈLE 1 — L'ASSOCIATION CITOYENNE PURE

Bénévoles, convictions partagées, hiérarchie plate ou nulle. Le « président » gagne autant que le dernier adhérent — rien.

Matériel financé par les cotisations (que les membres peuvent enfin payer grâce au RUB).

Aucune subvention d'État. Aucun dossier. Aucune dépendance. Aucun compte à rendre à un financeur.

Bonus civique +300 € pour les bénévoles actifs — la reconnaissance sans le salariat.

MODÈLE 2 — L'ENTREPRISE PRIVÉE DE SERVICES

Crèche de qualité premium. Centre de loisirs professionnel. Service d'aide à domicile. Soutien scolaire haut de gamme.

Assume son caractère marchand. Fixe ses tarifs librement. Répond à la demande de ceux qui préfèrent un service professionnel.

Ne prétend pas faire de la solidarité avec l'argent public. N'en a pas besoin.

Ces deux modèles sont également légitimes. Une société saine a besoin des deux. Et au cours d'une vie, on peut très bien passer de l'un à l'autre — être bénévole dans une asso de quartier à 25 ans, créer une entreprise de services à 35 ans, se réengager en bénévolat à 55 ans. Le RUB rend cette fluidité possible.

GUIDE DE L'ARGUMENTAIRE — RÉPONSES À TOUTES LES OBJECTIONS

Ce guide est conçu pour vous aider à répondre à n'importe quelle critique, quelle que soit la sensibilité de votre interlocuteur. Les réponses sont honnêtes — nous ne balayons pas les objections valides, nous les intégrons.

| Bloc 1 — Financement : « D'où vient l'argent ? »

Objection : « Vous dépensez 582 milliards que vous n'avez pas »

Observation juste à moitié. 582 milliards de dépenses brutes, oui. Mais le programme supprime simultanément 179 milliards d'aides et subventions existantes — cet argent sort déjà des caisses de l'État, juste mal distribué. Le reste vient de la réforme fiscale : IS effectif de 12 % à 20 %, suppression de 42 niches fiscales, IR sur RUB des hauts revenus.

Argument massue : la France dépense déjà l'argent. La question n'est pas d'où il vient — c'est pourquoi on laisse 12 milliards par an s'évaporer dans une machine administrative au lieu de les verser directement aux citoyens.

Objection : « Un millionnaire touche aussi le RUB, c'est du gaspillage »

Oui, et il le rend via l'impôt — comptabilisé dans les 68 Mds€ de retour IR. Mais voici le calcul qui tue l'objection : le système de ciblage actuel coûte 12 Mds€/an à fonctionner, produit 35 % de non-recours (8,5 Mds€ perdus), et exclut des millions de personnes éligibles. Le total : ~20 Mds€/an pour essayer d'exclure les riches. Le montant versé aux riches et récupéré via l'IR : ~4 Mds€. L'universalité coûte 16 Mds€ de moins par an que le ciblage.

| Bloc 2 — Travail : « Les gens vont arrêter de travailler »

Objection : « Avec 850 € garantis, personne ne voudra bosser »

Intuition très répandue, très contredite par les faits. Dans les 12 expérimentations mondiales, le taux d'emploi a augmenté de 3 à 8 % dans les groupes RUB. La raison : le RUB supprime la trappe à inactivité — aujourd'hui les gens refusent des emplois pour ne pas perdre leurs aides. Avec le RUB, chaque euro gagné s'additionne. La mobilité professionnelle est libérée.

Objection : « Avec 850 €, les gens vont bosser au noir »

C'est exactement l'inverse. Aujourd'hui les gens travaillent au noir pour ne pas perdre leur RSA ou leurs APL. Avec le RUB, déclarer un revenu complémentaire ne retire aucun centime des 850 €. Pourquoi risquer de n'avoir aucune retraite, pas d'assurance chômage et des problèmes avec le fisc, quand déclarer est neutre ? Le RUB est structurellement le meilleur outil de lutte contre le travail dissimulé jamais conçu.

| Bloc 3 — Familles : « Je vais perdre mes allocations »

Objection : « Mon couple a 3 enfants, je touche 460 € d'AF »

Calculons ensemble :

Situation (couple 3 enfants, 2 SMIC)	Montant mensuel
AUJOURD'HUI : 2 × SMIC + APL + AF	3 622 €
AVEC LE PACTE : 2 × SMIC + 2 × RUB	4 552 €
GAIN NET MENSUEL	+ 930 €
En ajoutant la fin de la mutuelle (Sécu Plus)	+ 1 080 à 1 100 €

Objection : « Et une famille avec 4 enfants ? »

La garantie de niveau acquis sur 5 ans s'applique. Aucun foyer ne peut percevoir moins qu'aujourd'hui pendant la période de transition. Les cas où le calcul est défavorable (très rares, principalement les foyers avec plus de 4 enfants et faibles revenus) sont couverts par le Fonds de Transition de l'An 1.

Bloc 4 — Économie : « Ça va créer de l'inflation »

Objection : « Si tout le monde a 850 €, les loyers vont exploser »

Le Bouclier Logement est activé avant le premier euro de RUB. C'est inscrit dans la Loi Organique : le RUB ne peut pas être versé sans le Bouclier. Deuxièmement, le RUB ne crée pas de monnaie — il redistribue. Les expérimentations mondiales : inflation maximale constatée +1,2 %, dans des zones sans dispositif anti-hausse des loyers. Avec le Bouclier actif, l'impact inflationniste sur le logement est structurellement bloqué.

Bloc 5 — Associations : « Vous détruisez le tissu associatif »

Objection : « Mon asso va fermer sans subventions »

Réponse honnête en 3 temps. (1) Les grandes structures sociales intègrent l'ANRC — leurs salariés sont titularisés, leurs missions continuent. (2) Le clientélisme des subventions discrétionnaires disparaît — les associations indépendantes et critiques gagnent en liberté. (3) Les vraies associations citoyennes, financées par les adhésions, bénéficient directement du RUB : leurs membres peuvent enfin cotiser, et leurs bénévoles actifs touchent +300 €/mois.

Bloc 6 — Entrepreneurs : « La banque ne prêtera pas juste parce que j'ai 850 € »

Le Score de Crédit Universel

Le RUB n'est pas un revenu ponctuel — c'est un flux garanti à vie par l'État. Vous pouvez signer une clause de cession partielle : 400 €/mois de votre RUB vont directement à la banque en remboursement de votre emprunt. Capacité d'emprunt sur 10 ans : ~48 000 €, sans aucun patrimoine ni garant. Une subvention one-shot ne peut jamais offrir ça. On passe de l'économie de la subvention (l'État choisit qui réussit) à l'économie de l'autonomie (le citoyen choisit son projet).

Bloc 7 — Finance : « L'IS à 20 % va faire fuir les boîtes »

Le Paradis de la Consommation

53 millions de personnes avec un pouvoir d'achat garanti = le marché intérieur le plus dynamique d'Europe. Les entreprises ne quittent pas un marché où leurs clients ont de l'argent. Notre IS effectif cible de 20 % reste inférieur à l'Allemagne (23 %) et au Royaume-Uni (25 %). Et le taux minimum OCDE de 15 % rend désormais illégale l'optimisation vers l'Irlande pour les grands groupes.

CALENDRIER LÉGISLATIF — 18 MOIS DU VOTE AU PREMIER VERSEMENT

Ce n'est pas une promesse. C'est un plan d'exécution. 4 textes de loi. Chaque étape est séquencée, datée et vérifiable. Le calendrier est inspiré du déploiement de la Sécurité Sociale en 1945-1946 — elle aussi « impossible », elle aussi faite en 18 mois.

Étape	Durée / Institution
Loi Organique RUB — Dépôt, débat, vote. Validation Conseil Constitutionnel obligatoire. Institue le droit universel, crée l'ANRC, fixe la clause de révision triennale.	M1 – M6
LFR — Réforme fiscale complète. Suppression 179 Mds€ d'aides. IS effectif, TTF, CSA, IR RUB. Création statut SCE. RSO dans Code du travail.	M4 – M8
Loi de Simplification — Dissolution légale 32 organismes. Création ANRC, Sécu Plus, Citoyen.fr, Bouclier Logement, PPN.	M6 – M12
Décrets d'application — Éligibilité (5 ans résidence), virement automatique, attestation SER, garantie niveau acquis, fonds transition.	M12 – M16
Phase pilote — 3 départements volontaires, 500 000 bénéficiaires. Rapport public. Formation 45 000 agents ANRC.	M16 – M18
JOUR J — Premier versement à 53,2 millions d'éligibles. Le 1er du mois. Automatique. Sans formulaire. Sans condition.	M 18

INDICATEURS DE SUCCÈS – CONTRÔLE PUBLIC ANNUEL

Un programme sans indicateurs opposables est une promesse. Voici les 8 mesures publiées chaque année par la Commission RUB indépendante, vérifiables par tout citoyen. Si 3 ou plus sont hors cible, le Parlement est automatiquement saisi d'une loi d'ajustement dans les 6 mois.

Indicateur	Aujourd'hui	Cible 2032
Taux de pauvreté (INSEE)	14,4 %	< 5 %
Non-recours aux droits (DREES)	35 %	< 2 %
Taux d'activité 18-25 ans (DARES)	38 %	> 58 %
Engagement civique adultes (INSEE)	24 %	> 45 %
Déficit commercial (Douanes)	- 80 Mds€	< - 10 Mds€
Ratio salarial CAC 40 moyen (AMF)	240 ×	< 60 ×
Coût gestion sociale État (Cour des Comptes)	12,4 Mds€	< 2 Mds€
Solde programme / PIB (PLF)	- 5,5 %	+ 0,25 %

POUR CONCLURE — CE QUE CE PROGRAMME EST VRAIMENT

Ce programme n'est ni de gauche ni de droite. Il est du côté de ceux qui en ont assez d'entendre que les problèmes sont trop complexes pour être résolus, que les gens ne méritent pas la confiance qu'on leur donne, que la dignité est un luxe qu'on ne peut pas se permettre.

Ce programme part d'un constat simple : l'argent pour rendre la vie de chaque Français décente existe. Il est distribué à travers une machine bureaucratique de 12 milliards par an qui humilie, qui infantilise, qui exclut un tiers de ses bénéficiaires légitimes. On rebranche les tuyaux. On envoie l'argent directement.

Ce programme part d'une conviction : les gens ne sont pas paresseux. Ils sont piégés dans des systèmes qui punissent le travail, découragent l'initiative, et récompensent l'immobilité. Supprimez les pièges, et vous verrez ce que les gens font de leur liberté.

Ce programme part d'une expérience : travailler dans le milieu associatif avec des convictions, et réaliser que le système actuel n'aide pas les gens à s'en sortir — il les maintient dans une dépendance confortable pour ceux qui en vivent et humiliante pour ceux qui en ont besoin.

« *La vraie charité, c'est de rendre l'autre capable de se passer de ta charité.* »

Ce programme n'est pas parfait. Il sera ajusté. C'est précisément pour ça qu'il inclut des leviers d'ajustement, des indicateurs publics, et une clause de révision triennale obligatoire. Ce n'est pas une idéologie gravée dans le marbre — c'est un système vivant, piloté par les données, au service des citoyens.

La seule vraie question est : avons-nous la volonté politique de le faire ?

En 1945, la Sécurité Sociale semblait impossible. On manquait d'argent, le pays sortait de la guerre, les conservateurs s'y opposaient. On l'a faite en 18 mois.

C'est précisément notre calendrier.

LE MOT DE LA FIN

Le Pacte de l'Équilibre n'est pas une dépense.

C'est une mise à jour du logiciel France.

On remplace un système de 1945 qui bugge par un système de 2026 qui gère l'IA, l'automatisation, les nouvelles formes de travail et la dignité humaine.

Apprendre. Comprendre. Entreprendre.